

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 2 NOVEMBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: ~~XXXX~~

0,50 F

EDITORIAL

CONGRÈS DES VILLES JUMELÉES UNE OPÉRATION HIPOCRITE

Depuis samedi dernier, le IX^{ème} congrès des villes jumelées tient la une de l'actualité en Guadeloupe : la radio, la télévision, France-Antilles (organe du colonialisme) et l'Étincelle (organe du PCG) ne cessent, de concert, de se faire l'écho de ces manifestations de "paix" et de "démocratie".

Le parti communiste guadeloupéen quant à lui, a mobilisé l'ensemble de ses militants et sympathisants, depuis quelque temps déjà, autour de ce congrès mondial.

La panoplie des dirigeants bourgeois français, la présence d'individus comme Stirn, Monory, Arousseau, ministres et préfet du gouvernement colonialiste bourgeois, siégeant à la tribune de ce IX^{ème} congrès donne tout de suite le ton.

Que les responsables du colonialisme aux Antilles et ailleurs, solidaires au plus haut niveau de la politique de leurs gouvernements impérialistes, ceux là même qui affament des millions d'individus dans les pays sous-développés, ceux là même qui n'hésitent pas à faire tirer sur les travailleurs, aux Antilles et à les exploiter féroce dans leurs propres pays, se retrouvent à la tribune du congrès des villes jumelées, cela suffit à démontrer toute l'hypocrisie d'une telle organisation.

Les mots d'ordre de "démocratie", "décolonisation", "développement", "désarmement", "détente", ne servent qu'à mieux masquer la politique de ceux qui, précisément, foulent aux pieds la démocratie, perpétuent la colonisation, organisent le sous-développement, favorisent la course aux armements et font planer sur la terre la menace d'une guerre mondiale.

La fédération des villes jumelées comme bon nombre d'organismes mondiaux de ce genre ne sont que des artifices de la bourgeoisie pour tromper les travailleurs.

Quant aux dirigeants du PCG, ils ne sont nullement gênés de se retrouver aux côtés de représentants du colonialisme.

La gauche et la droite se sont retrouvés réunis dans le cadre du congrès. Les photos de Bangou, discutant avec Arousseau puis riant avec Stirn sont assez parlantes.

Les dirigeants soi-disant communistes se sentent en réalité peu différents du monde bourgeois. Les travailleurs qui sont nombreux à faire confiance au PC devraient méditer sur une telle attitude, car leur combat, c'est bien sur un autre terrain qu'il se trouve.

MARTINIQUE

SIMAO

UN NOUVEAU JOURNAL NATIONALISTE

Un nouveau journal qui se réclame de l'indépendance nationale, SIMAO, est paru la semaine dernière.

En même temps on a entendu sur les ondes de FR3 une déclaration d'un fondateur et rédacteur de ce journal, Frantz Agasta, qui a proclamé la nécessité de créer un front national pour l'indépendance.

Il est certain que de plus en plus de gens à la Martinique se posent la question de l'indépendance, et ne croient pas que le statut d'autonomie revendiqué par la gauche traditionnelle permettra d'apporter une solution satisfaisante au problème colonial.

Mais derrière la question du statut de la Martinique, il y a un problème de classes que les gens comme Agasta veulent cacher aux travailleurs martiniquais. Car s'il est vrai que la Martinique est dirigée par un autre pays, la France, et colonisée par celui-ci, s'il est légitime que les martiniquais revendiquent le droit

de se diriger eux mêmes, il faut dire dans l'intérêt de qui devra s'effectuer cette prise en main du pays. Dans l'intérêt des travailleurs et des couches pauvres de la population ou dans l'intérêt d'une masse de bourgeois et de petits bourgeois martiniquais qui aspirent à se débarrasser de la tutelle coloniale pour exercer eux-mêmes le pouvoir ?

Mais cela, ni Agasta, ni ses collègues de SIMAO, ne le disent. Et pour cause, car ces gens là n'ont jamais eu en vue l'intérêt des travailleurs martiniquais.

Tous ceux qui dirigent ce nouveau journal ont mené dans le passé, chacun de leur côté cette même politique : une politique petite bourgeoise qui n'a jamais rien eu de commun ni de près, ni de loin avec les intérêts des travailleurs.

oooOooo

GUADELOUPE

CAPESTERRE

DANS LA BANANE DES TRAVAILLEURS GRAVEMENT BRULÉS PAR UN ENGRAIS

Depuis quelques temps sur certaines plantations de la région de Capesterre un produit toxique utilisé dans la banane fait des ravages parmi les travailleurs. Il s'agit des Scories, produit utilisé comme engrais.

C'est ainsi par exemple qu'une travailleuse de la SCEFA dirigée par Max MARTIN, membre du conseil d'administration de la Caisse de Sécurité Sociale, a eu toute la partie inférieure du corps brûlée par ce produit. Son médecin traitant avait prescrit son hospitalisation, mais elle n'a pu quitter sa maison à cause de ses enfants en bas âge. Plusieurs autres travailleurs ont été également atteints mais moins gravement, et cela sur d'autres plantations. L'an dernier un travailleur de l'IRFA (Institut de recherche) avait été très gravement atteint.

Les propriétaires de la banane savent la nocivité de ce produit. Et pourtant ils exigent que des travailleurs le manipulent sans précautions particulières.

Même la quantité à semer est trop importante par individu. De plus, la Caisse de Sécurité Sociale s'apprête à restreindre le remboursement des frais de maladie occasionnés par ces produits toxiques.

L'attitude des Max MARTIN et autres gros propriétaires est criminelle. Car c'est en toute connaissance de cause qu'ils utilisent ces produits.

Quant aux travailleurs, ils ne doivent pas compter sur les patrons pour s'occuper de leur santé. Ils doivent décider eux-mêmes de ne manipuler ces produits qu'en prenant toutes les précautions nécessaires.

J. BIRAC

Directeur de publication : M. ~~XXXXXX~~
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.R.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

5^{ème} supplément au mensuel

N° 80

II QUAND L'ETINCELLE PARLE DE LA POLICE

DANS L'ORNIERE DU NATIONALISME.

(SUITE ART. 4^{ème} SUPPLEMENT)

Dans notre supplément du samedi 29 novembre, nous avons montré comment les positions défendues, en ce qui concerne la police, par l'Etincelle, journal du Parti Communiste Guadeloupéen, sont contraires aux enseignements les plus élémentaires de Marx et de Lénine.

Dans son numéro du 22 octobre, l'Etincelle récidiva et va plus loin. Cette fois on nous décrit avec force détails toutes les tracasseries que trois supérieurs blancs de la police, Cuneo, Delperrier et Benhamu font subir à l'ensemble des policiers noirs, la méfiance des C.R.S blancs vis-à-vis ces trois malheureux C.R.S noirs, etc... etc;...

En bref, l'enseignement que tire le lecteur de ce numéro de l'Etincelle, c'est qu'il n'y aurait de bon flic que le flic guadeloupéen noir.

Il est certes bien connu que revêtir l'uniforme bleu et arborer pistolet et matraque, tout cela n'est pas suffisant pour protéger un noir du racisme. Et ceux qui, parmi les prolétaires de ce pays, pensent échapper à la fois à la misère et au mépris des riches et des blancs racistes en rejoignant ce corps privilégié qu'est la police, ceux-là se bercent d'illusions. Si les policiers noirs de Pointe-à-Pitre subissent aujourd'hui de la part de leurs collègues ou supérieurs blancs ces discriminations raciales, ce n'est en quelque sorte qu'un juste retour de bâton policier.

En fait lorsqu'on lit l'Etincelle et qu'on le confronte par la pensée avec les idées fondamentales du marxisme et du bolchévisme, on est en droit de juger qu'à première vue le P.C.G. se laisse aller à d'étranges errements.

Mais à mieux considérer les choses, le P.C. ne fait que développer aujourd'hui en ce qui concerne la police, l'une des conséquences de la surenchère nationaliste à laquelle il se livre depuis le mois.

Et cette "nouvelle logique" du P.C. l'amènera demain à réclamer deux fois plus fort que le courant nationaliste issu du GONG et créateur de l'U.T.A., une police guadeloupéenne et une armée guadeloupéenne.

Il y a loin d'un tel mot d'ordre au programme socialiste. Les révolutionnaires prolétaires sont ceux qui luttent pour l'armement des travailleurs et pour que ce soit ces travailleurs en armes qui exercent eux-mêmes leur propre police. C'est ainsi seulement que pourra être garantie l'existence d'une police réellement démocratique et fonctionnant dans l'intérêt du plus grand nombre.

MARTINIQUE

Les véritables "prostituées" ne sont pas qui l'on croit

C'est sur un ton héroïque parsemé de considérations hypocrites ou faussement désabusées, pour ne pas dire cynique, que France-Antilles nous conte une opération de police menée contre les prostituées de Fort de France jeudi dernier.

Celles-ci sont ainsi décrites : "belles de nuit", des "gagneuses" mais pas sympathiques pour autant, elles ont des "voix acides et vindicatives - c'est le manque à gagner qui aigrit le caractère de ces courtisanes". Leur entreprise est sans doute florissante car certaines "peuvent rapporter jusqu'à 1.000,00 frs par soirée" Et c'est ce qui explique "que l'appât du gain facile motive certaines filles".

Mais à côté de cela, rien pour critiquer une société qui condamne une femme à vendre son corps pour subsister et nourrir ses enfants.

Rien, bien sûr contre les flics qui, s'ils savent embarquer "quelques malheureux" que tout le monde connaît, se garde bien d'embêter le moindre souteneur non moins connu.

Il est vrai que la prostitution de la plume qui est la règle à France-Antilles permet de salir et de louer alternativement qui l'on veut ! C'est plus profitable et plus respectable que la prostitution tout court.

les paras français en Mauritanie

Judi 27 octobre un conseil extraordinaire s'est tenu à l'Elysée en présence de Bourges, ministre de la Défense, Gallet, ministre de la Coopération et du Général Méry, chef d'état Major des armées.

Depuis, des rumeurs font état d'une prochaine intervention sur la base minière de Zouerate, en Mauritanie.

Le gouvernement, après avoir orchestré une véritable mise en condition par la presse télévisée et parlée, a voulu minimiser ses intentions d'interventions au Sahara Occidental. Mais les forces de la II^e division parachutiste de Pau et de la 9^{ème} division d'Infanterie de Saint-Malo sont bien maintenues en état d'alerte.

La récente disparition de 2 coopérants français de Zouerate, et les manifestations des parents de 6 otages retenus par les militants du Front Polisario depuis plusieurs mois, a probablement été le prétexte du renforcement de l'intervention française au Maroc et en Mauritanie.

En effet, à la suite de l'intervention du commando allemand à Mogadiscio et de l'approbation de cet acte par les gouvernements de tous les pays, la presse bourgeoise a fait savoir que le gouvernement français pourrait faire autant pour libérer "ses otages".

En fait il s'agit plutôt pour le gou-

vernement français de prêter main forte au gouvernement mauritanien de Ould Dadah qui s'affronte aux militants sahraouis et aussi, de plus en plus à une partie importante de la population mauritanienne qui en a assez de supporter les efforts de guerre. Ould Dadah a besoin de renforcer la répression dans son pays et l'armée mauritanienne ne peut stopper la lutte des militants du Front Polisario. Le gouvernement colonial français, lui-même responsable de la division et du découpage des pays du Maghreb (Maroc, Sahara Occidental, Mauritanie), ne peut que soutenir Ould Dadah en particulier car ce sont ses propres intérêts les mines de fer et de phosphates, qu'il défend.

En ce sens, le branle-bas de combat de jeudi soir à l'Elysée, n'était pas fait pour régler un "problème humain" comme voudrait le faire croire le gouvernement, mais bien pour régler une sale affaire coloniale, défendre les intérêts du capitalisme français en refusant au peuple sahraoui de vivre libre.

De l'Indochine à l'Algérie, de Djibouti au Zaïre, des Antilles au Sahraoui, la France coloniale est toujours la même.

MARTINIQUE

démission à Rivière-Pilote

LES RETOMBES D'UNE ELECTION

C'est samedi 27 octobre, que 4 conseillers municipaux de Rivière-Pilote dont le premier adjoint ont démissionné du Conseil municipal de cette commune.

Cette démission collective est la suite logique de l'élection sénatoriale du 25 septembre, élection qui avait vu le conseil municipal se diviser sur la question de l'appui à apporter au candidat

PPM Désiré et surtout à son suppléant Elisabeth. Et ce sont les conseillers sympathisants du PPM qui ont démissionné.

Mais au-delà de cette péripétie, il y a lieu de s'interroger sur les causes réelles des divergences dans le conseil municipal de Rivière-Pilote.

En effet, il a fallu attendre une élection sénatoriale pour que ces divergences apparaissent.

Les sympathisants PPM ont pu tolérer Marie-Jeanne tant qu'il se contentait de se déclarer partisan de l'indépendance. On n'a pas pu tolérer qu'il agisse en tant qu'opposant aux partis de gauche traditionnels à ces élections. Tel est le fond du problème.

GALA
COMBAT OUVRIER

VENDREDI 2 DÉCEMBRE

TERPSICHORA

route du ROBERT